

Pour s'associer à cet appel, écrire à peace.paix@gmail.com

Conférence internationale contre l'islamophobie 2016

Les attaques contre des populations décrites comme suspectes, très souvent de confession musulmane ou supposé-e-s comme tel-le-s se multiplient. Elles s'inscrivent dans un climat politique qui, au nom de la sécurité et de la neutralité de l'Etat, génère des formes renouvelées d'exclusion à l'égard de pans entiers de la population nationale.

Depuis une trentaine d'années, et singulièrement depuis 2001, l'islamophobie est devenue le canal privilégié d'expression et même de régénération d'un racisme à la fois ordinaire et institutionnel. Instrumentalisant de « nobles principes », un redoutable système d'exclusion se construit jour après jour, en Belgique et dans d'autres pays européens. La neutralité, comme la laïcité en France, est devenue le paradigme dominant qui structure l'ensemble du champ social à l'intérieur de l'espace institutionnel. Principe caractéristique censé qualifier la nature des services de l'Etat, la neutralité dans son acception dévoyée finit par se focaliser sur l'apparence vestimentaire tant des agents que des usagers de ces services. Elle est dans les faits devenue un moyen de distinguer et de stigmatiser les individus selon leur appartenance supposée à l'islam.

L'islamophobie trouve aussi ses racines profondes dans le contexte néocolonial géopolitique actuel. Il ne fait aucun doute qu'avec la nouvelle croisade occidentale contre l'Etat islamique déclenchée en Irak et en Syrie, l'islamophobie risque de se répandre davantage en Europe et en Belgique. Les musulmans seraient considérés comme collectivement responsables de n'importe quelle action menée au nom de l'islam devenant à leur insu des ennemis de l'intérieur.

C'est dans ce contexte que le phénomène de radicalisation au sein des communautés musulmanes d'Europe occupe une place centrale dans les débats. Les récentes actions terroristes perpétrées par des individus prétendant agir au nom de l'Islam ont suscité de vifs débats. Malheureusement, les discussions concernant la radicalisation ont été dominées par l'émotion avec comme effet de créer les conditions propices à l'instauration d'une politique de la peur. À des degrés divers selon les pays, les attentats ont provoqué une onde de choc qui ébranle nos sociétés. Entre autres conséquences, ils ont pu servir de prétexte à installer un climat sécuritaire qui transforme chaque musulman-e en suspect potentiel et qui justifie de graves atteintes aux libertés individuelles comme l'a montré la polémique estivale autour du burkini.

La scène internationale reste, quant à elle, toujours dominée par les guerres, les conflits armés et le terrorisme de tous bords. La situation des migrants est particulièrement dramatique. En Belgique comme en Europe, les frontières se ferment, des murs se construisent. Alors que le continent européen traverse une grave crise économique et sociale, il est particulièrement dangereux de désigner des boucs émissaires à la vindicte populaire. La politique migratoire de l'Europe n'est pas admissible.

L'actualité du terrorisme et de l'impératif sécuritaire nous oblige à élargir la perspective : comment penser ensemble, sans pour autant les confondre, le contexte national et la situation internationale – depuis les politiques européennes d'immigration jusqu'aux conflits militaires ?

C'est pourquoi nous sommes nombreux à sentir l'urgente nécessité d'une résistance collective, sous peine sinon de voir s'anéantir les principes de justice et de dignité pour toutes et tous. Une résistance collective car, de fait, nous sommes nombreux à refuser les stratégies de tension qui opposent Belges/Européens et réfugiés, musulmans et non-musulmans, militants et société civile.

Cette exigence s'adresse à toutes et à tous, à l'ensemble du mouvement social : elle exprime notre solidarité avec les victimes des bombardements et de la répression en Syrie, avec tous les réfugiés, avec les victimes des attaques liberticides et islamophobes en Belgique, et s'inscrit dans une politique égalitaire.

Ainsi, le 17 décembre 2016, nous vous invitons à participer nombreux à la 3ème édition de la Conférence internationale contre l'islamophobie qui se tiendra à... de ...h à ...h. La Conférence internationale contre l'islamophobie aura également lieu entre le 10 et 18 décembre dans plusieurs villes européennes (Paris, Londres, Rotterdam, Gottenbourg (Suède)).